

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 49.219/4
DU 28 FÉVRIER 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, le 31 janvier 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « établissant le montant et les modalités de paiement des redevances à percevoir en matière de réception des véhicules à moteur », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Examen du projet

Formalités préalables

L'accord du Secrétaire d'État au Budget ne figure pas dans le dossier joint à la demande d'avis.

Il revient à l'auteur du projet de veiller à l'accomplissement de cette formalité préalable.

Observations particulières

Préambule

Alinéa 1^{er}

À l'alinéa 1^{er} du préambule, il n'y a pas lieu de viser l'Accord de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE-ONU) concernant l'adoption de prescriptions techniques uniformes applicables aux véhicules à roues, aux équipements et aux pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur un véhicule à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces prescriptions, signé à Genève le 20 mars 1958.

En effet, cet accord ne constitue pas le fondement légal du projet examiné.

L'alinéa 1^{er} du préambule sera donc omis.

Alinéa 2

À l'alinéa 2 (devenant l'alinéa 1^{er}) du préambule, il convient de viser plus particulièrement, au titre de fondement légal du projet, le paragraphe 4, modifié par la loi du 27 novembre 1996 et par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, et le paragraphe 4bis, inséré par la loi du 27 novembre 1996 et modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, de l'article 1^{er}, de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

Alinéas 3 et 4

1. À l'alinéa 3 (devenant l'alinéa 2) du préambule, il convient de se limiter à viser l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, en ne mentionnant ni certains de ses articles, ni les modifications déjà subies par ces derniers.

2. La même observation vaut pour l'alinéa 4 (devenant l'alinéa 3) du préambule, consacré au visa de l'arrêté royal du 10 octobre 1974 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les cyclomoteurs et les motocyclettes, ainsi que leurs remorques ¹.

Alinéas 5 et 6

1. L'alinéa 5 du préambule, consacré au visa de l'arrêté royal du 26 février 1981 portant exécution des directives des Communautés européennes relatives à la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques, des tracteurs agricoles ou forestiers à roues, leurs éléments ainsi que leurs accessoires de sécurité, doit être omis. Ce dernier n'est, en effet, pas modifié ni abrogé par le projet examiné.

2. La même observation vaut pour l'alinéa 6 du préambule, consacré au visa de l'arrêté royal du 4 août 1996 portant exécution des directives des Communautés européennes relatives à la réception des véhicules à moteur à deux ou trois roues, leurs composants et entités techniques ainsi que leurs accessoires de sécurité.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 29 et 30.

Dispositif

Article 1^{er}

Il est d'usage d'identifier en français les règlements adoptés par la Commission économique des Nations unies pour l'Europe par l'acronyme « CEE-ONU »².

C'est cette forme qu'il convient d'utiliser à l'article 1^{er}, 2°, dans le texte français.

La même observation vaut pour la suite du projet.

Article 4

Afin d'éviter que l'article 4, § 2, du projet, ne puisse être interprété comme ayant une portée rétroactive au 1^{er} janvier 2011 - ce qui ne pourrait être admis -, il convient d'y remplacer les mots « sont d'application pour l'année civile 2011 » par « sont d'application jusqu'au 31 décembre 2011 ».

Articles 6 et 7

1. L'ordre des articles 6 et 7 du projet doit être inversé afin de respecter l'ordre chronologique d'adoption des deux arrêtés royaux modifiés par ces dispositions³.

2. L'article 7 du projet (devant l'article 6) doit être corrigé afin d'y mentionner que l'article 78, § 2, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité a été remplacé par l'arrêté royal du 10 décembre 1976 et modifié par l'arrêté royal du 31 janvier 2009⁴.

² Voir dans le même sens notamment les articles 3, 1. et 34 de la directive 2007/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 septembre 2007 établissant un cadre pour la réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, des composants et des entités techniques destinés à ces véhicules (directive-cadre). Voir également l'arrêté royal du 20 avril 2010 modifiant l'arrêté royal du 10 octobre 1974 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les cyclomoteurs et les motocyclettes ainsi que leurs remorques, sur lequel la section de législation a donné l'avis 47.883/4 le 10 mars 2010.

³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 127.

⁴ Ce dernier arrêté modificatif n'a remplacé que le seul point a) de l'article 78, § 2, précité.

3. À l'article 6 du projet (devenant l'article 7), l'arrêté royal auquel il est référé dans la disposition en projet doit être complété par sa date et son intitulé.

Annexe

La formule « vu pour être annexé à l'arrêté royal ... » figurant au bas de l'annexe doit se limiter à l'énoncé de l'intitulé du projet examiné.

Observation finale

Aux articles 1^{er} à 5, il est inutile d'ajouter un intitulé, celui-ci n'apportant pas d'intérêt particulier puisqu'il ne fait que paraphraser le contenu du texte ⁵.

⁵ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 54 et 55.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	L. DETROUX,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 49.219/4
VAN 28 FEBRUARI 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 31 januari 2011 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van het bedrag en de betalingswijze van de vergoedingen te innen voor de goedkeuring van motorvoertuigen", heeft het volgende advies gegeven:

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van de regering beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Onderzoek van het ontwerp

Voorafgaande vormvereisten

De akkoordbevinding van de staatssecretaris voor Begroting zit niet in het dossier dat bij de adviesaanvraag gevoegd is.

De steller van het ontwerp dient erop toe te zien dat dit voorafgaande vormvereiste vervuld wordt.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Eerste lid

In het eerste lid van de aanhef behoort niet te worden verwezen naar de Overeenkomst van de Economische Commissie voor Europa van de Verenigde Naties (VN/ECE) betreffende het aannemen van eenvormige technische eisen voor wielvoertuigen, uitrustingsstukken en onderdelen die kunnen worden aangebracht en/of gebruikt op wielvoertuigen en de voorwaarden voor wederzijdse erkenning van goedkeuringen verleend op basis van deze eisen, ondertekend te Genève op 20 maart 1958.

Die overeenkomst vormt immers niet de rechtsgrond van het voorliggende ontwerp.

Het eerste lid van de aanhef behoort dan ook te vervallen.

Tweede lid

In het tweede lid van de aanhef (dat het eerste lid wordt), dient als rechtsgrond van het ontwerp te worden verwezen naar artikel 1 van de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen, meer in het bijzonder naar paragraaf 4, gewijzigd bij de wet van 27 november 1996 en bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000, en paragraaf 4bis ervan, ingevoegd bij de wet van 27 november 1996 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000.

Derde en vierde lid

1. In het derde lid van de aanhef (dat het tweede lid wordt), behoort alleen te worden verwezen naar het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, zonder melding te maken van bepaalde artikelen ervan of van de wijzigingen die reeds in deze artikelen zijn aangebracht.

2. Deze opmerking geldt ook voor het vierde lid van de aanhef (dat het derde lid wordt), waarin verwezen wordt naar het koninklijk besluit van 10 oktober 1974 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de bromfietsen, de motorfietsen en hun aanhangwagens moeten voldoen ¹.

Vijfde en zesde lid

1. Het vijfde lid van de aanhef, waarin verwezen wordt naar het koninklijk besluit van 26 februari 1981 houdende uitvoering van de richtlijnen van de Europese Gemeenschappen betreffende de goedkeuring van motorvoertuigen en aanhangwagens daarvan, landbouw- of bosbouwtrekkers op wielen, hun bestanddelen alsook hun veiligheidsonderdelen, dient te vervallen. Dat besluit wordt immers noch gewijzigd, noch opgeheven bij het voorliggende ontwerp.

2. Deze opmerking geldt eveneens voor het zesde lid van de aanhef, waarin verwezen wordt naar het koninklijk besluit van 4 augustus 1996 houdende uitvoering van de

¹ *Beginnelsen van de Wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbevelingen nrs. 29 en 30.

richtlijnen van de Europese Gemeenschappen betreffende de goedkeuring van twee- of driewielige motorvoertuigen, hun onderdelen en technische eenheden alsook hun veiligheidstoebehoren.

Dispositief

Artikel 1

Naar regelingen aangenomen door de Economische Commissie voor Europa van de Verenigde Naties wordt in het Frans gewoonlijk verwezen met het letterwoord "CEE-ONU" ².

Die vorm dient dan ook gebruikt te worden in de Franse tekst van artikel 1, 2°.

Deze opmerking geldt eveneens voor de rest van het ontwerp.

Artikel 4

Teneinde te voorkomen dat artikel 4, § 2, van het ontwerp aldus uitgelegd zou kunnen worden dat het terugwerkt tot 1 januari 2011 – wat niet aanvaard zou kunnen worden – dienen daarin de woorden "zijn van toepassing voor het burgerlijk jaar 2011" te worden vervangen door de woorden "zijn van toepassing tot 31 december 2011".

² Zie in dezelfde zin inzonderheid de artikelen 3, 1. en 34 van richtlijn 2007/46/EG van het Europees Parlement en de Raad van 5 september 2007 tot vaststelling van een kader voor de goedkeuring van motorvoertuigen en aanhangwagens daarvan en van systemen, onderdelen en technische eenheden die voor dergelijke voertuigen zijn bestemd (Kaderrichtlijn).

Zie eveneens het koninklijk besluit van 20 april 2010 tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 oktober 1974 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de bromfietsen, de motorfietsen en hun aanhangwagens moeten voldoen, waarover de afdeling Wetgeving op 10 maart 2010 advies 47.883/4 heeft uitgebracht.

Artikelen 6 en 7

1. De volgorde van de artikelen 6 en 7 van het ontwerp moet omgekeerd worden zodat de chronologische volgorde in acht genomen wordt waarin de koninklijke besluiten aangenomen zijn, die bij deze bepalingen gewijzigd worden ³.

2. Artikel 7 van het ontwerp (dat artikel 6 wordt) behoort aldus te worden gewijzigd dat daarin aangegeven wordt dat artikel 78, § 2, van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968 vervangen is bij het koninklijk besluit van 10 december 1976 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 januari 2009 ⁴.

3. In artikel 6 van het ontwerp (dat artikel 7 wordt), dient het koninklijk besluit waarnaar in de ontworpen bepaling verwezen wordt, te worden aangevuld met de datum en het opschrift ervan.

Bijlage

In de formule "Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit ..." onderaan in de bijlage, mag alleen het opschrift van het voorliggende ontwerp worden vermeld.

Slotopmerking

De artikelen 1 tot 5 hoeven niet van een opschrift te worden voorzien, aangezien dat opschrift geen bijzondere waarde heeft doordat daarin alleen de inhoud van de tekst geparafraseerd wordt ⁵.

³ *Beginselen van de Wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 127.

⁴ Bij het laatstgenoemde besluit is in het voornoemde artikel 78, § 2, alleen onderdeel a) vervangen.

⁵ *Beginselen van de Wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbevelingen nrs. 54 en 55.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY